

Onze députés en sauveurs du Grand Paris

TRIBUNE - Des parlementaires de la majorité PS signent une tribune que le JDD a obtenue en avant-première. Avec Devedjian et Hidalgo en ligne de mire.

Ils ont décidé de durcir le ton et de "reprendre la main". Onze députés socialistes d'Île-de-France* signent une tribune intitulée "Le Grand Paris, c'est maintenant", dans laquelle ils volent au secours de la métropole du Grand Paris (MGP), malmenée selon eux par les élus locaux. **Hors de question, disent-ils en substance, de laisser la mission de préfiguration de la MGP réécrire l'article 12 de la loi Maptam**, créant la métropole au 1er janvier 2016. La MGP doit regrouper Paris et les 124 communes de la petite couronne (92, 93 et 94) et les communes volontaires limitrophes en grande couronne. Cette nouvelle instance est censée être responsable du logement et de l'urbanisme. Or, le 8 octobre, les élus locaux ont adopté majoritairement un texte réclamant à Manuel Valls des compétences accrues et une fiscalité propre aux "territoires" composant la MGP, au détriment de celle-ci.

"La répartition des compétences [...] ne peut pas à nos yeux être remise en cause [...] au risque de vider de sa substance la future métropole", estiment les députés socialistes dans leur tribune. De même, fustigeant le "carcan que constitue la frontière municipale", ils considèrent que "les recettes de la fiscalité des entreprises doivent être transférées à la seule MGP. Toute autre voie constituerait un renoncement face au défi de la péréquation et un coup d'arrêt dans la lutte contre les inégalités entre les territoires." Petite pique adressée à Anne Hidalgo : "Notre avenir est lié [...], de l'Exposition universelle aux Jeux olympiques, c'est l'ensemble du Grand Paris qui est concerné, et pas seulement sa capitale." Enfin, s'ils admettent qu'il faut "tenir compte" de l'avis de la mission de préfiguration, ils rappellent qu'"**il faut également respecter le travail de la représentation nationale**".

"Non aux égoïsmes locaux"

"Pour être clair, on refuse que le travail parlementaire soit détricoté. **On est déterminé, on ne se laissera pas plumer aussi facilement**. On porte l'intérêt général face aux égoïsmes locaux", s'empare Philippe Doucet, député PS du Val-d'Oise (95). "**Je le dis sans acrimonie : le Parlement aura le dernier mot. La parole des élus locaux est légitime, mais elle n'est pas la seule expression de la volonté populaire**", ajoute son homologue de Seine-Saint-Denis (93), Razzy Hammadi. Même son de cloche chez Christophe Caresche, député de Paris : "Si on ne fait rien, la métropole parisienne va encore prendre dix ans de retard. La crise du logement ne peut se régler qu'au niveau métropolitain."

Tous ciblent Patrick Devedjian, le président UMP du conseil général des Hauts-de-Seine. Mais la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, est aussi dans le viseur, soupçonnée d'avoir passé un "accord tacite" avec Devedjian, selon Philippe Doucet : "On ne peut plus avoir des territoires défavorisés d'un côté et des poches de richesses, comme Paris et le 92, de l'autre."

* Alexis Bachelay (92), Christophe Caresche (75), Carlos Da Silva (91), Philippe Doucet (95), **Razzy Hammadi (93)**, Mathieu Hanotin (93), Pascal Popelin (93), Anne Christine Lang (75), Françoise Descamps-Crosnier (78), Olivier Faure (77), Élisabeth Pochon (93).

Bertrand Gréco - Le Journal du Dimanche

dimanche 23 novembre 2014

LA TRIBUNE

Le Grand Paris, c'est maintenant !

Le fait métropolitain et l'urgente nécessité de l'émergence du Grand Paris sont désormais des évidences acceptées par tous. Des parlementaires, aux élus de la mission de préfiguration, qui s'est prononcée le 8 octobre 2014, en faveur d'une « métropole ambitieuse », nous ne pouvons que nous féliciter du chemin parcouru.

Et pourtant que de temps perdu ! Que d'opportunités n'avons nous pas su saisir afin que le Grand Paris devienne une réalité tangible pour les millions de Franciliennes et de Franciliens qui d'ores et déjà, comme le démontrent tous les sondages, appellent de leurs voeux l'émergence de cette grande métropole.

Une fois de plus, il semblerait que les citoyens aient un temps d'avance sur leurs représentants. Ils savent que les enjeux du développement économique et de l'emploi ne peuvent être efficacement abordés qu'au travers d'une politique intégrée à l'échelle du territoire. Ils savent que la réussite de la métropole s'appuiera nécessairement sur un lien renforcé avec les intercommunalités de grande couronne, car ces enjeux ne connaissent pas de frontière et concernent directement l'ensemble des franciliens.

Ils ont conscience que les défis du droit au logement et de l'aménagement durable et écologique ne sauraient se satisfaire du carcan que constitue la frontière municipale.

Ils savent surtout que notre avenir est lié, que de l'Exposition Universelle aux Jeux Olympiques, c'est l'ensemble du Grand Paris qui est concerné, et pas seulement sa capitale.

Ils savent enfin qu'une République solidaire ne peut se satisfaire de territoires qui ne le seraient pas suffisamment entre eux et que seule une politique fiscale commune permettrait de surmonter l'accroissement des inégalités et l'insuffisance des investissements.

Parlementaires, nous prenons acte de l'expression de la mission de préfiguration. Elle est une contribution utile dont il faut savoir tenir compte. Mais, il faut également respecter le travail de la représentation nationale et le texte qui a été voté en première lecture.

Ainsi, la répartition des compétences qui avait été fixée de manière équilibrée à l'issue du débat parlementaire ne peut pas à nos yeux être remise en cause au gré des discussions aussi légitimes soient elles, au risque de vider de sa substance la future métropole.

Il nous apparaît également indispensable de maintenir la compétence de la politique du logement et de l'aménagement au niveau de la métropole du Grand Paris, tant ce sujet, si crucial pour l'amélioration de la vie quotidienne des Franciliens, appelle des réponses coordonnées à l'échelle du Grand Paris. La métropole du Grand Paris ne peut pas être la seule métropole de France à ne pas disposer d'un document d'urbanisme contraignant à l'échelle métropolitaine.

De même, dans un premier temps, les recettes de la fiscalité des entreprises doivent être transférées à la seule métropole du Grand Paris. Toute autre voie constituerait un renoncement face au défi de la péréquation et un coup d'arrêt dans la lutte contre les inégalités entre les territoires.

Soucieux du respect du débat et du dialogue, attachés à l'émergence d'un « Grand Paris ambitieux », nous, parlementaires, assumerons notre rôle lors de la deuxième lecture qui débutera prochainement à l'Assemblée nationale et prendrons nos responsabilités pour répondre aux attentes des Franciliens et de l'ensemble des Français qui attendent le sursaut du Grand Paris.

Premiers signataires :

Alexis Bachelay, député des Hauts-de-Seine

Christophe Caresche, député de Paris

Carlos Da Silva, député, député de l'Essonne

Philippe Doucet, député du Val D'Oise

Razzy Hammadi, député de Seine-Saint-Denis.

Mathieu Hanotin, député de Seine-Saint-Denis

Pascal Popelin, député de Seine-Saint-Denis

Anne Christine Lang, députée de Paris

Françoise Descamps-Crosnier, députée des Yvelines

Olivier Faure, député de Seine-et-Marne

Elisabeth Pochon, députée de Seine-Saint-Denis